

LA CHUTE DE BUKAVU OU L'IMPLOSION D'UNE TRANSITION CONDAMNEE A SA NAISSANCE ?

Bukavu tombe aux mains des « insurgés » et puis quoi ? C'est la question que tout observateur avisé se demandait mercredi 2 juin 04 et sans doute les « insurgés » eux-mêmes.

1. Les faits	1
2. La mort des mythes	3
a) Un électrochoc en plein cœur du bébé au masque d'oxygène nommé gouvernement de transition.	3
b) L'armée nationale.....	4
c) La communauté internationale.....	5
3. Le retour des démons mal enterrés	5
a) Les tueries de Kamina en août 1998	6
b) La nationalité des Banyarwanda du Congo.....	6
c) Les médias de la haine.	7
4. L'insoluble question des ex-FAR et Interahamwe à l'est du Congo.	7

1. Les faits

L'incident qui a mis à feu et sang Bukavu est apparemment assez banal. Quelques militaires fidèles au colonel Mutebutsi, ancien commandant second de la 10^{ème} région militaire déposé depuis l'affaire « major Kasongo » de février 2004, sont empêchés par la police de frontière du nouveau commandant Mbuza Mabe de traverser à Cyangungu pour prendre un verre de bière un soir comme ils en ont l'habitude. L'échange des tirs commence et dégénère en une bataille rangée depuis mercredi soir le 26 juin jusqu'au vendredi 28 à 14 heures quand la Monuc s'interpose entre les belligérants et parvient à arrêter les combats. Le bilan de deux jours de combats est lourd : 27 morts dont 21 soldats et 6 civils du côté du commandant Mbuza Mabe et 23 morts dont 8 soldats et 15 civils¹ tués pour la plupart à la machette du côté du colonel Mutebutsi. La mort à la machette des tutsi banyamulenge provoque des vives réactions au Rwanda en face et au Nord-Kivu.

Une colonne partie du Nord-Kivu sous le commandement du général Laurent Nkunda avait été repérée aux environs de Kalehe samedi 29 mai 04 et affirmait se rendre à Bukavu pour arrêter les massacres des banyamulenge. Le lendemain dimanche 30 mai vers 22 heures du soir, des sources sûres annonçaient que l'aéroport de Kavumu venait de tomber aux mains de ces « insurgés ». Il ne restait que quelques trente kilomètres entre l'aéroport et la ville de Bukavu. La nouvelle de la prise de Kavumu sema une matinée de panique dans la ville de Goma lundi 31 mai 04 après qu'une rumeur ait couru que l'aéroport de Goma venait aussi d'être pris. La délégation présidentielle arrivée à la veille à Goma en route vers Bukavu pour

¹ Ce bilan partiel du côté Mbuza Mabe a été donné par le médecin directeur de la zone de santé d'Ibanda, le Dr Fundiko. Du côté banyamulenge le chiffre de 15 civils tués a été avancé par certaines ONG et dans la suite confirmé par un rapport de Human Rights Watch. Voir Human Rights Watch, « DR Congo : war crimes in Bukavu. Briefing Paper, June 2004

mettre un terme à l'insurrection du colonel Mutebutsi que la Monuc avait réussi à cantonner dans la partie est de la ville dès vendredi 28 mai, passa toute la journée de lundi en discussion avec une délégation des militaires sympathisants des « insurgés » dans les locaux de la Monuc cis près de l'aéroport.. Dans l'entre temps, la colonne du général Nkunda progressait vers la ville de Bukavu. Ce dernier tempérait son avancée par des déclarations de bonne foi reconnaissant les institutions de la transition, le Président Kabila en tête, mais aussi la hiérarchie militaire de Kinshasa à laquelle, en fait, il n'avait jamais obéi depuis son refus de répondre à l'appel à la capitale le lendemain de la mise en place du gouvernement de transition en juillet 2003. Mercredi 2 juin 04, les « insurgés » du Nord entraient dans le centre ville et firent jonction avec les fidèles du colonel Mutebutsi qui étaient sortis de leur cantonnement. Dès 9 heures du matin, la ville de Bukavu était sous le contrôle des « insurgés ». Il aura fallu cinq jours pour que la colonne du général Nkunda parcoure deux cents kilomètres, sans combat réel excepté autour de l'aéroport de Kavumu. Une promenade militaire qui rappelle la fin du règne de Mobutu et la guerre d'annonce de prise des villes de Kabila père de septembre 96 en mai 97 et curieusement avec les mêmes militaires recyclés sous diverses dénominations.

La chute de Bukavu fut comme une onde qui provoqua un choc à travers tout le pays. Les manifestations organisées par le parti du Président Kabila et ses proches à Kinshasa le jeudi 3 juin 04 ont pris un tournant jusqu'alors inattendu par ses organisateurs. Les foules des étudiants et des civils venus des quartiers populaires se sont attaqués aux institutions onusiennes, la Monuc en tête, et aux institutions du gouvernement de transition, saccageant et pillant sur leur passage les bureaux, les voitures, les maisons etc... Les messages des pancartes brandies ne pouvaient pas être plus claires : la formule présidentielle $1 + 4 = 0$, Kabila = rwandais, etc... D'autres manifestations du genre furent signalées dans les villes de Lubumbashi, Kindu, Kisangani, Kalemie et ailleurs. Les membres du gouvernement de transition n'ont pas trouvé mieux que de se terrer loin des foules excitées. Et quand le lendemain 4 juin 04 certains sortirent de leurs cachettes pour parler à la radio ou à la télévision, le discours était plutôt conciliant et taillé à la consommation de la Monuc et de la communauté internationale, reconnaissant la colère d'un peuple humilié, mais reprochant à ce dernier de s'en prendre à la Monuc qui se serait sacrifiée pour lui venir en aide. La situation restait confuse et les spéculations quant à la troisième guerre annoncée battaient le plein aussi longtemps que le Vice-Président Ruberwa restait toujours à Goma avec le vice-ministre chargé de la sécurité, Tharcice Habarugira, au moment où la délégation qu'il conduisait avait gagné Kinshasa le mercredi soir 2 juin 04 par un avion de la Monuc via Kindu. Ruberwa fut finalement embarqué dans un jet privé le samedi 5 juin 04 vers 4 heures de l'après-midi, laissant derrière lui des « insurgés » qui ne savaient pas quoi faire avec la ville de Bukavu conquise. Le lendemain dimanche 6 juin 04, les troupes de Laurent Nkunda se retirèrent définitivement de Bukavu en direction de Goma, laissant la ville aux mains des troupes de Mutebutsi renforcées par les Mai Mai bashi de Mudundu 40. La nouvelle du retour en force des troupes loyalistes de Mbuza Mabe appuyées par les renforts venus de Kindu obligea Mutebutsi à décrocher et abandonner Bukavu lundi soir 7 juin en direction d'Uvira via la plaine de la Ruzizi. Le mardi 8 juin tôt le matin, les troupes de Mbuza Mabe qui avaient fuit Bukavu ont repris la ville sans combat à la satisfaction des populations. Selon la Monuc le bilan de la semaine est lourd dans l'ensemble du pays: 102 morts, 105 blessés, de pillages, de destructions, et de viols.

Depuis lors, le général Nkunda signe ses déclarations faites à Minova, une localité située à une cinquantaine de kilomètres de Goma.

Le mercredi 9 juin 04, des affrontements ont été signalés entre le colonel Mutebutsi et le commandant de la 9^{ème} région militaire Mosala aidé par le commandant des Mai Mai, Fulero Nakabaka. Il semblerait que les éléments du commandant Patrick Masunzu seraient venus renforcer Mosala et Nakabaka. Ces affrontements à Kamanyola ont déclenché une fuite en avant des populations civiles banyamulenge d'Uvira et d'autres villages dans la plaine de la Ruzizi tels Bwegera, Luvungi etc...

Dans la nuit de vendredi 11 juin, le major Eric Lenge de la garde présidentielle accompagné d'une vingtaine des soldats déclare sur les ondes de la radio nationale à Kinshasa que les institutions de la transition sont déposées. Vers 5 heures du matin, le major Lenge se réfugie au camp Tshatshi et les radios annoncent qu'il serait encerclé par les forces de l'ordre. Par la suite, le major Lenge est parvenu à fuir la capitale en plein jour et 12 de ses fidèles ont été capturés.

Le lundi 14 juin et mardi 15 juin 04, les membres de la composante RCD se sont réunis en session de crise à Kinshasa. Les résultats de cette rencontre s'annoncent désastreux pour le RCD qui désormais est divisé en deux. Une tendance autour de Ruberwa vient de publier un ultimatum sommant le gouvernement de régler le plus rapidement possible l'insurrection à l'est du Congo et une deuxième tendance autour de Kazadi et Tshibwabwa vient de se déclarer novatrice et pour une énième fois un nouveau parti ou mouvement émanant du RCD vient de voir le jour.

2. La mort des mythes

a) *Un électrochoc en plein cœur du bébé au masque d'oxygène nommé gouvernement de transition.*

On savait que le gouvernement de transition est fragile mais pas jusqu'au point de ressembler à un frêle arbre fruitier qui porte de lourds fruits mûrs prêts à tomber au moindre coup de vent. La chute de Bukavu a secoué le frêle arbre nommé « La transition » et au cours de la journée du 3 juin 04, le pouvoir était dans la rue et les institutions de la transition disparues dans la nature.

Issu de l'accord global et inclusif du 17 décembre 2002 que bon nombre de signataires affirment avoir signé par pressions et contraintes, le gouvernement de transition a l'air d'un bébé au masque d'oxygène dès sa naissance.

Si contrainte il y a eu lors des accords, elle a été vite oubliée le lendemain quand les signataires devaient se partager les postes du gouvernement sans se soucier de la responsabilité de l'acte qu'ils venaient de poser. Cet amateurisme et aventurisme irresponsables sont maintenant dévoilés au grand jour au grand dam de la population congolaise qui croyait encore en un semblant d'Etat. L'Etat congolais n'existe pas, n'en déplaît à ceux qui aimeraient y croire encore et pour preuve.

Quand l'aéroport de Goma a été déclaré fermé au trafic aérien, il y avait dans la ville le Vice-Président de la République, Azarias Ruberwa, chargé de défense et sécurité, le ministre de la défense Jean Pierre Ondekane, celui de l'intérieur Théophile Mbemba, le porte parole du gouvernement Vital Kamerhe, celui des droits de l'homme, Madeleine Kalala. Il y avait aussi les deux autorités provinciales, le gouverneur et le commandant de la 8^{ème} région militaire. Aucune de ces illustres autorités n'a osé « souverainement » prendre les choses en mains, sans doute parce qu'ils n'avaient rien dans les mains ou n'osaient pas, et ils ont laissé à la Monuc

le rôle d'interface entre eux et la délégation des « sympathisants des insurgés ». On est en droit de se demander qui commande quoi au Congo ?

Une cacophonie politique était perceptible dans la gestion de la crise de Bukavu. Pendant qu'une délégation présidentielle conduite par le Vice-Président Ruberwa cherchait à atteindre Bukavu, une deuxième mission dépêchée par le Président Kabila et composée de son ministre des affaires étrangères Antoine Ghonda, son secrétaire particulier Kikaya bin Karubi, son conseiller diplomatique André Kapanga et l'ambassadeur itinérant Agustin Katumba Mwake arrivait dans un hélicoptère de la Monuc à Panzi pour rassurer les populations. Une façon de marquer un point pour le Président contre son Vice-Président bloqué à Goma. On pourrait se demander qui coordonne quoi au Congo ? Ce gouvernement de transition donne l'impression que les différentes composantes sont là pour se bloquer mutuellement dans le fonctionnement plutôt que pour diriger. La fragilité de ces institutions de transition désormais perceptible par quiconque veuille bien le voir ouvre les portes à tout dérapage possible et explique non seulement le coup monté et manqué du major Lenge mais aussi la scission des composantes de la transition que vient d'inaugurer le RCD/Goma. Quand le pouvoir n'est pas dans la rue, il flotte et menace de replonger le Congo dans une crise aux contours jusque-là indéfinissables.

b) L'armée nationale

L'armée embryonnaire qui porte le drapeau national vient de naître à Kisangani. Il s'agit d'une brigade de plus au moins trois mille hommes issus de différentes factions qui se sont affrontées durant les huit dernières années. Chaque composante a envoyé à Kisangani les éléments qu'elle jugeait « hypothécables sans risques », gardant les meilleurs éléments pour elle-même, étant donné le climat de méfiance entre elles, mais aussi l'incertitude exacerbée par les ambitions d'une transition fragile. Le résultat fut que du jour au lendemain les ex-factions rebelles sont devenues « armée nationale » dans les zones qu'elles occupaient lors de la signature de l'accord global et inclusif, et chacune d'elle était supposée être représentée par les différents chefs rebelles convertis en chefs des partis politiques et l'état major national négocié durant les dits accords. En réalité certaines composantes ont laissé derrière elles le vrai pouvoir militaire dans les provinces qu'elles occupaient. C'est le cas de la province du Nord-Kivu qui était la plus avancée dans la mise en place d'une autonomie sécuritaire devenue une vraie armée sous le commandement du gouverneur de la province avant qu'il ne soit remplacé par un commandant nommé par Kinshasa. La plupart de ces militaires issus de différentes rébellions restent fidèles à la hiérarchie militaire avec laquelle ils ont évolué. Ceci explique en partie les affrontements armés à Bukavu en février 04 entre le commandant Nabilwa et son commandant second Mutebutsi autour de l'affaire « major Kasongo », mais aussi les récents affrontements entre le successeur de Nibilwa, le commandant Mbuza Mabe et le colonel Mutebutsi aidé par le général Laurent Nkunda. Ce dernier qui a refusé de répondre à l'appel à Kinshasa a pu mobiliser des milliers des soldats issus de plusieurs bataillons de la 10^{ème} région militaire ainsi que d'autres issus des autres régions militaires pour sa conquête de Bukavu. Des décisions importantes, telle la fermeture de l'aéroport de Goma au trafic aérien dans la matinée du 31 mai ont été prises par le commandant de la ville. On pourrait en déduire soit que la hiérarchie militaire était complice, soit que les centres de décision sont diffus et n'ont rien à voir avec la hiérarchie formelle issue de la nomination de Kinshasa. Ce contexte d'un pouvoir militaire diffus qui non seulement peut mettre en déroute des troupes régulières comme ce fut le cas à Bukavu le 2 juin, déclarer un coup d'Etat et disparaître dans la nature tel le major Lenge, ou menacer d'une guerre totale, est le résultat de la cohabitation non avouée de deux pouvoirs. Un pouvoir qui dérive de l'accord global et inclusif plus faible et non existant dans certaines provinces, et un pouvoir qui dérive des ex-

rébellions ou belligérants plus solide et efficace même s'il est en dehors des institutions de la transition tel le phénomène Laurent Nkunda ou la « maison militaire » autour de Kabila.

c) La communauté internationale

Pour la seule journée du 3 juin 04, la colère des Congolais qui s'est déversée sur les institutions onusiennes et plus particulièrement sur la Monuc a fait des dégâts matériels importants. Les Congolais reprochent surtout à la Monuc de n'avoir rien fait ou pas assez pour défendre la ville de Bukavu contre « les insurgés » malgré son mandat renforcé par le chapitre VII de la charte de l'ONU. Le drame des Congolais se trouve ailleurs. Il est dans la cruelle réalisation que la communauté internationale dans laquelle beaucoup de Congolais ont mis leur foi et destin ne va pas se battre pour eux. Cette prise de conscience que les Congolais vivent dans sa brutalité était pourtant perceptible. A voir l'âge et l'aptitude physique des soldats uruguayens, marocains ou sud-africains on les imagine difficilement faire plus que ce qu'ils savent faire : observer quand ils le peuvent et fréquenter les boîtes de nuit.

Plus inquiétant est le réflexe des Congolais eux-mêmes. Ils exigent que la communauté internationale se batte pour eux. Quand bien même ils réalisent que la fameuse communauté internationale ne se battra pas pour eux, à part l'indignation et l'humiliation exprimées par tous, un sursaut d'orgueil pour défier cette communauté qui ne peut les défendre était inexistant. Je ne suis pas partisan d'une solution de violence, mais je suis agacé par le réflexe de mes compatriotes. Plutôt que demander les armes et aller à Bukavu se battre, les foules des étudiants et civils déchaînés à Kinshasa et ailleurs n'ont trouvé mieux que d'exiger le remplacement de l'équipe actuelle de la Monuc par une autre qui éventuellement ferait mieux et se battrait pour eux. Et ici gît le drame du Congo : attendre toujours son salut d'ailleurs. Le Rwanda, présenté comme l'ennemi numéro 1 du Congo, est un petit pays de 8.1 millions d'habitants dont 56 % des femmes et 43,7 % moins de 15 ans². Face au Congo dont la population est estimée à plus au moins 50 millions, le rapport de force est de un sur cinq en faveur des Congolais. Crier haut et fort sa souveraineté tout en espérant que quelqu'un d'autre vienne la défendre est non seulement ridicule mais aussi ressemble à une scène où un grand garçon pleure que les fourmis lui bouffent les pieds et attend que les autres viennent les lui enlever. Ce syndrome d'infantilisation, pour reprendre l'expression de Michela Wrong³, est désormais devenu la caractéristique d'un peuple à la dérive qui ne sait plus à quel saint se voué. Aussi longtemps qu'aucune citoyenneté responsable prête à défendre ses droits et son pays quand nécessaire n'émerge du Congo, ce pays ne changera jamais son statut qui a rendu possible sa naissance, à savoir, un Congo des comptoirs où tout le monde peut entrer et sortir, emportant avec lui ce qu'il désire.

3. Le retour des démons mal enterrés

Les questions épineuses évitées durant le dialogue inter-congolais à Sun City remontent en surface. Il s'agit non seulement de la construction de l'armée nationale, mais aussi de l'impunité autour des massacres commis par les différents belligérants, de la nationalité des Banyarwanda de l'Est du Congo, de médias de la haine, et de la décentralisation comme mode de gouvernance.

² Selon le recensement général du mois d'août 2002

³ Michela Wrong, In the footsteps of Mr Kurtz. Living on the brink of disaster in Congo, Fourth Estate, London, 2000

a) Les tueries de Kamina en août 1998

Le nombre des Congolais morts durant ces années de crise se comptent en millions selon le rapport de l'International Refugee Committee (IRC). Cependant, la mort de quinze Banyarwanda tués par les militaires de Mbuza Mabe a provoqué une insurrection à l'Est du Congo et une crise nationale. Une clé de compréhension de ce phénomène seraient les massacres des militaires Banyarwanda du Congo en formation à Kamina en août 98. Ces massacres de Kamina mais aussi à Kinshasa et à Kisangani ont exacerbé la méfiance des Banyarwanda de l'est du Congo à s'intégrer dans les structures actuelles de l'armée nationale.⁴ En effet, l'euphorie de la victoire éclair de Laurent Désiré Kabila et la chute du régime Mobutu avaient poussés beaucoup de jeunes Tutsi congolais qui avaient combattu avec Kabila père à s'enrôler dans la future armée nationale que ce dernier commençait à mettre en place. Plusieurs centaines des jeunes soldats furent répartis dans plusieurs centres de formation et l'école militaire de Kamina comptait environ deux cents militaires Banyarwanda originaires du Nord et du Sud-Kivu. Quand la deuxième rébellion éclata le 2 août 98, tous ces jeunes militaires en formation et sans armes furent massacrés parce qu'ils étaient pour la plupart des Tutsi, constituant ainsi dans l'esprit du commanditaire des massacres, à l'occurrence Kabila père lui-même, une cinquième colonne. Aucune enquête n'a jamais été menée et aucune responsabilité n'a jamais été établie. Espérer bâtir un Etat de droit sur une telle impunité c'est construire sur du sable mouvant.

Les familles de ces militaires tués en gardent la mémoire. Ceci explique en partie l'argument utilisé au Nord-Kivu dans la mobilisation des militaires qui constituent le dispositif sécuritaire de la province. Beaucoup de jeunes qui se rappellent bien les massacres de leurs frères à Kamina et ailleurs n'ont accepté de s'enrôler dans l'armée que parce qu'on leur disait que c'est pour assurer la sécurité de leurs familles. S'intégrer dans une armée nationale loin de leur province est une aventure aussi moins rassurante pour eux que celle de leurs frères massacrés à Kamina tant que la lumière n'est pas faite et que les responsabilités de différents massacres commis par les belligérants ne sont pas établies. Cette question de l'impunité devient une urgence nationale, mais il y a lieu de se demander comment un leadership qui est arrivé au sommet du pouvoir par les armes pourra mettre en place un système judiciaire crédible pour enquêter sur ses propres crimes.

b) La nationalité des Banyarwanda du Congo

Cette question hautement délicate souffre d'une double perception désormais irréconciliable. D'une part, beaucoup de Congolais considèrent qu'il revient au parlement de réaffirmer que la nationalité congolaise est une et indivisible, qu'est citoyen celui dont la tribu ou la famille sont installés dans les limites du territoire congolais telles que définies en 1885, que la nationalité ne s'octroie pas collectivement et que ceux et celles qui désirent se naturaliser Congolais doivent le faire individuellement. D'autre part, il y a la perception que les Banyarwanda du Congo ont d'eux-mêmes à la lumière de ces quinze dernières années de crise. Dans un mémorandum signé par les représentants des Banyarwanda du Nord-Kivu en février 2004, ces derniers considèrent que « sont finis les temps où, à cause de la question de la nationalité, il nous était forgé pour destin de raser les murs, de nourrir des rois fainéants ou des fonctionnaires improductifs et corrompus, de tendre le cou au bourreau pour que les têtes roulent. Tout cela c'est fini, définitivement fini ! A bon entendeur, salut ! »⁵. Le ton est donné

⁴ Voir aussi Butoto, « Analyse de la situation socio-politique au Sud-Kivu à l'Est de la RDC », juin 2004

⁵ Memorandum des congolais rwandophones à qui de droit, février 2004, pp 16 ; voir aussi Le Soft du 18 février 2004.

et, à notre connaissance, aucune démarche pour trouver un compromis négocié n'a été initiée jusqu'ici. Cependant, la nationalité des Banyarwanda du Congo concerne d'abord les autres communautés ethniques qui vivent avec eux. Comment faciliter un tel débat d'abord entre les concernés et laisser le parlement national se prononcer sur base des propositions concertées localement ? A notre avis, seule une décentralisation des provinces dotées d'une vraie autonomie politique, économique et culturelle, pourrait servir de cadre pour un tel dialogue.

Les nominations aux postes de vice-présidence de la République ou de commandement de l'armée de certains Banyarwanda du Congo restent des gestes transitoires, à l'instar de la transition elle-même, que d'autres faits hautement plus symboliques sont venus balayer d'un coup de revers. Le geste des femmes venues du Sud-Kivu qui se sont mises à nu en public et devant le Vice-Président Ruberwa le 8 mars 04 à Kinshasa pour protester contre les violences sexuelles faites aux femmes durant ces guerres visait en premier lieu Ruberwa non pas comme un homme politique mais comme un Munyamulenge. Ce geste démontre à lui seul que l'acceptation des Banyarwanda du Congo à un poste du pouvoir politique ou militaire est loin d'être acquise et qu'une logique de confrontation est inéluctable si ce problème n'est pas traité de façon conséquente.

c) Les médias de la haine.

L'histoire récente des massacres à petite ou à grande échelle dans les Grands Lacs est riche en témoignages qui démontrent à suffisance l'impact et le rôle que jouent la radio et la télévision ainsi que les tracts d'incitation à la haine et à la violence. Avant les événements de Bukavu, certains rapports ont dénoncé la propagande anti-banyamulenge sur la Radio Patriote de Bukavu⁶, soutenue par certains membres de la « société civile ». La diabolisation des individus ou d'une communauté ethnique est désormais devenu une stratégie de préparation et d'incitation aux massacres que les autorités politiques et militaires ainsi que d'autres membres de la société civile utilisent. La manipulation, la rumeur et la désinformation sont des outils efficaces au service de l'exclusion et nourrissent les tensions qui débouchent sur des massacres. Cette haine entretenue exacerbe l'infantilisme des populations qui cherchent d'abord un bouc émissaire plutôt qu'une solution à ses multiples problèmes.

4. L'insoluble question des ex-FAR et Interahamwe à l'est du Congo.

En 1889, une expédition militaire conduite par Stanley fut envoyée au Sud du Soudan actuel pour libérer Emin Pascha (de son vrai nom Schnitzer Eduard) bloqué dans la province équatoriale par la révolte madhiste du nord du Soudan. Emin Pascha abandonna derrière lui une garnison militaire des soudanais du Sud à Kavalli. Ces militaires soudanais allaient devenir par la suite une carte importante pour quiconque voulait contrôler le Nord de l'Ouganda et le Sud Soudan, mais aussi ils furent utilisés par le britannique Lugard dans sa bataille pour le contrôle du royaume du Bunyoro⁷

Cent ans plus tard, les ex-FAR et Interahamwe semblent jouer le même rôle dans les Grands Lacs africains. Ils sont devenus une redoutable machine de guerre que certaines puissances européennes et belligérants africains n'hésitent pas à mettre à profit. L'actuel Président Sassou Nguessou du Congo Brazzaville les a utilisés pour reconquérir le pouvoir et

⁶ Hans Romkema, Situation report. Update on the DRC transition : The case of the Kivu provinces, 7 May 2004.

⁷ Edward I. Steinhart, Conflict and collaboration in the Kingdoms of western Uganda, Fountain, Kampala, 1999, and University Press, Princeton, 1977.

chasser un Président élu Pascal Lissouba. Laurent Désiré Kabila s'est appuyé sur eux en 2001 pour tenter de récupérer Pepa et Pweto à l'Est du Congo sous contrôle des rebelles du RCD/Goma et de leurs alliés rwandais et burundais. Il semblerait qu'ils auraient joué un rôle important en République Centre Africaine pour chasser le Président élu Patasse et installer Bosizé.

En RDC, la présence des ex-FAR et Interahamwe a servi de justification pour l'implication du Rwanda dans les deux rébellions en 1996 et en 1998 et ils constituent toujours une menace que le Rwanda ne cesse de brandir. Ils sont estimés entre 15 à 30 mille vivant dans les forêts de l'Est du Congo mais aussi dans d'autres centres bien connus tel Kamina. L'avenir de ces ex-FAR et Interahamwe est un casse tête non seulement pour un pouvoir faible de Joseph Kabila qui ne peut s'en débarrasser facilement sans provoquer une réaction de leur part contre lui, mais aussi pour la communauté internationale qui a échoué de les démobiliser et les rapatrier au Rwanda dans son programme de DDRR. Des sources non confirmées font état de la détermination des ex-FAR et Interahamwe de vouloir cesser le mercenariat pour tenter de conquérir une partie du Rwanda afin d'exiger une négociation politique avec le régime de Kigali à l'instar du FPR lui même au pouvoir au début des années 90 ou des rebelles Hutu burundais dans le processus de partage du pouvoir en cours. En avril 2004, des Interahamwe ont attaqué les communes de Kinigi et Mutura au nord-ouest du Rwanda et se sont retirés à l'Est du Congo où ils intensifient les combats dans les zones de Rutshuru, Masisi, et Walikale au Nord-Kivu, et dans le Sud-Kivu où ils contrôlent Lemera. Certains analystes estiment que les ex-FAR et Interahamwe ont perdu l'appui du gouvernement Kabila et leurs anciens alliés Mai Mai intégrés dans le processus de transition et que la menace actuelle qu'ils font peser sur le Rwanda constitue une stratégie de pousser le Rwanda à la faute en l'entraînant dans une nouvelle guerre au Congo. Ceci dit, une question se pose. Pourquoi auraient-ils choisi de reprendre la guerre maintenant contre une armée de Kagame encore efficace ?

Au-delà du phénomène Nkunda et Mutebutsi ou des mouvements des troupes de Kabila à Uvira, Kalemie, Kindu, Kisangani et Beni, il y a un risque réel que l'Est du Congo replonge dans une guerre rwando-rwandaise par Congolais interposés. A moins bien sûr que le Rwanda ne trouve un casus belli pour justifier une intervention ouverte au Congo. Il y a un parallèle entre la tension actuelle à l'Est du Congo et l'automne 96 quand le monde entier a vu surgir du néant un certain Laurent Désiré Kabila qui précipita la chute de Mobutu. Tous les ingrédients sont là et il ne reste qu'un pas pour qu'une nouvelle guerre éclate à l'Est du Congo et replonge tout le pays dans nouvelle crise que la lueur d'espoir de la transition n'aura pas su nous éviter.

Aloys Tegera

Goma, Juin 2004